

Le Centre d'Étude sur la Chine Moderne et Contemporaine en lutte contre le projet de loi de programmation pluriannuelle de la recherche

Le Centre d'Étude sur la Chine Moderne et Contemporaine (CECMC) exprime son inquiétude et son indignation face aux rapports préparatoires de la Loi de Programmation Pluriannuelle de la Recherche. Il souligne que ces rapports et les propositions qu'ils contiennent ne répondent en rien aux diagnostics, propositions et recommandations faits notamment par le [Comité National de la Recherche Scientifique](#) et le collectif des [Sociétés savantes](#). Ceci témoigne d'un mépris récurrent envers l'idée même de consultation et de concertation et envers les chercheur-e-s et enseignant-e-s-chercheur-e-s qui ont répondu aux demandes pressantes du CNRS lors de l'enquête préparatoire menée en Avril 2019.

Le CECMC constate en outre que les propositions émanant des rapports préparatoires, au lieu de pallier la crise de l'ESR en traitant les causes profondes, ne peuvent, si elles sont appliquées, qu'aggraver le mal.

Le CECMC est favorable :

- au rétablissement de budgets ambitieux pérennes pour les unités et équipes de recherche
- à la fin des évaluations quantitatives, managériales et bureaucratiques qui consomment du temps et de l'argent perdus pour la recherche
- à une politique réellement ambitieuse en SHS, qui, dans le respect de la liberté de pensée et de réflexion des chercheur-e-s, ne les soumettent pas aux contraintes appauvrissantes de « demandes sociales » définies par le haut
- à un bilan transparent et impartial sur l'octroi, l'usage et les retombées du CIR (crédit impôt recherche) pour l'ESR
- à la revalorisation et à la généralisation de l'attribution de bourses pour mettre fin à la précarité des étudiant-e-s
- à un financement élargi des doctorats en SHS à la hauteur des sciences dures
- à l'extension du statut de fonctionnaire pour celles et ceux qui travaillent dans l'enseignement et la recherche, y compris les personnels d'appui

Nous encourageons nos collègues à s'impliquer dans la lutte contre ce projet de loi, par exemple en faisant connaître leur position et celle du CECMC, notamment en intégrant dans la signature de leurs courriels un lien vers le site du CECMC et cette motion.